



**MEMO COVID 19
CONTRATS
(modèles de lettres)
18/03/2020**

Quelques précisions concernant la mise en œuvre de la force majeure, qui en droit français, nécessite d'apporter **la preuve** qu'il existe une combinaison de plusieurs **conditions cumulatives** pour ce faire. Les épidémies ne sont pas toujours considérées par la jurisprudence comme des cas de force majeure.

En outre, les dispositions contractuelles peuvent aménager la force majeure et sa mise en œuvre.

Cette note est également l'occasion de faire le point sur d'autres dispositions susceptibles d'être appliquées dans le cas d'épidémie de coronavirus.

1 **Marché public**

A adresser au client

Objet : Coronavirus – Cas de force majeure – Demande d'ajournement

Accord-cadre de [●]

N° AC [●] notifié le [●]

Monsieur,

En notre qualité de mandataire du groupement [●] et [●], et au regard de la crise sanitaire à laquelle nous sommes tous confrontés, nous vous faisons part de notre demande d'ajournement de l'exécution du marché.

Le Coronavirus a provoqué, compte tenu des dernières mesures gouvernementales annoncées par le Président de la République (fermeture des écoles, collèges, lycées, Universités, stade 3 de l'épidémie et de l'arrêté de « confinement » publié le 17 mars 2020, et du décret n° 2020-260 du 16 mars 2020 *portant réglementation des déplacements dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus covid-19*) :

- des retards et/ou l'interruption d'approvisionnements pour certaines fournitures/certains matériaux nécessaires à l'exécution des prestations de travaux.

Nous rencontrons en particulier des difficultés d'approvisionnement de matériaux nécessaires à l'exécution des prestations de [●]. Les centrales à béton et fournisseurs de matériaux ayant fermé leurs portes.

- des problématiques de fonctionnement des outils informatiques et/ou de ralentissement et/ou saturation de réseaux ne permettant pas une continuité de nos activités dans des conditions satisfaisantes en mode « télétravail »
- l'absence de nombreux salariés au sein des entreprises composant notre groupement
- l'absence de nombreux salariés chez nos sous-traitants ([●])
- l'arrêt de certains sous-traitants ([●])
- les restrictions et/ou l'interdiction d'accès aux chantiers (visites techniques mairies)
- l'impossibilité de vous garantir le respect des gestes barrière au virus (distance entre salariés)

Cette situation rend quasiment impossible la poursuite par le groupement de la bonne exécution du marché, tant pour les travaux que les études et nous voit dans l'obligation de solliciter une suspension.

Le Coronavirus remplit les critères fixés par la jurisprudence pour qualifier cette situation de cas de force majeure (imprévisibilité, extériorité, irrésistibilité), ce qui a été reconnu par le Gouvernement.

Aussi, conformément à l'article [●] du [●], le délai d'exécution est prolongé ou le début des travaux est reporté lorsque le retard ou l'arrêt de travail résulte d'une rencontre de difficultés imprévues en cours de chantier.

C'est effectivement le cas de cette pandémie.

La prolongation des délais d'exécution prévus par notre marché est donc justifiée par les effets du Coronavirus.

Aussi, en application des dispositions de l'article [●] du [●], nous vous serions reconnaissants de bien vouloir prendre une décision d'ajournement de nos travaux.

Celle-ci devra acter du principe de la prolongation du délai contractuel d'exécution de nos prestations à déterminer ultérieurement en fonction de la durée d'empêchement de nos salariés et/ou de ceux de nos sous-traitants et/ou d'interruption de nos approvisionnements, et/ou des mesures de restrictions d'accès au chantier.

Il conviendra nécessairement de prendre en compte la remontée en charge des moyens de production associés lors du probable redémarrage.

A ce jour, nous ne sommes pas en mesure de vous indiquer précisément les conséquences du Coronavirus sur les délais d'exécution de notre Marché.

Nous vous tiendrons informés dès que possible de ses incidences.

Compte-tenu de l'interruption des services postaux à ce jour, nous vous adressons la présente par mail dont nous vous remercions d'accuser réception par retour de mail également.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sincères salutations.

2 Marché privé

A adresser au client

Objet : Coronavirus – Cas de force majeure – Demande d'ajournement

Contrat de [●]

N° [●] en date du [●]

Lettre Recommandée avec AR

Monsieur,

Compte tenu des effets de la pandémie du coronavirus (covid-19) et des dernières mesures gouvernementales, notamment des dispositions de l'arrêté de « confinement » publié le 17 mars 2020, et du décret n° 2020-260 du 16 mars 2020 portant réglementation des déplacements dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus covid-19, il apparaît que les travaux du chantier [●] / les prestations de [●] vont être arrêtés/suspendus (ou vous nous avez indiqué, de manière informelle, de la suspension/ l'arrêt des travaux du chantier [●] / des prestations de services de [●]).

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sincères salutations.

A adresser au client

Objet : Coronavirus – Cas de force majeure – Demande d'ajournement

Contrat de [●]

N° [●] en date du [●]

Lettre Recommandée avec AR

Monsieur,

Dans le contexte de l'actuelle pandémie COVID 19, lequel constitue un cas de force majeure, nos objectifs prioritaires sont de préserver la sécurité de nos collaborateurs et d'assurer la continuité de service de nos prestations.

Nous vous confirmons que nos équipes sont mobilisées pour bien assurer la poursuite de nos prestations.

Nous mettons tout en œuvre pour que cette mobilisation puisse également se poursuivre dans les semaines et mois à venir, sous réserve toutefois des instructions et consignes gouvernementales qui s'imposeraient et qui nous interdiraient de poursuivre nos activités.

Nos interventions ne pourront se réaliser que si la sécurité de nos salariés est assurée, tant au regard de l'approvisionnement en matériels de protection, qu'au regard des mesures d'hygiène et sécurité qui pourraient également s'imposer à vous.

Ces mesures de sécurité sanitaire peuvent vous emmener à prendre des décisions de fermeture partielle ou totale, nos obligations contractuelles respectives seront adaptées (alors soit suspendues, soit modifiées) selon le plan de continuité d'activité que vous aurez arrêté.

En tout état de cause et en l'état de la situation, nous ne pouvons que réserver nos droits sur la suite à venir.

Nous tenons d'ores et déjà à vous communiquer ces informations et ne manquerons pas de prendre rapidement contact avec vos équipes.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sincères salutations.

A adresser au client

Objet : Coronavirus – Cas de force majeure – Demande d'ajournement

Contrat de [●]

N° [●] en date du [●]

Lettre Recommandée avec AR

A ce jour, du fait de ces effets et des mesures gouvernementales précitées, il pourrait être considéré que la Pandémie du coronavirus revêt le caractère d'un cas de force majeure au sens des dispositions de l'article 1218 du code civil et de la jurisprudence applicable en la matière, justifiant a minima la suspension de l'exécution des obligations de notre Marché.

Toutefois, il vous revient, en votre qualité de [●] de l'opération, de décider officiellement de l'arrêt de nos travaux sur le chantier / de nos prestations.

Aussi, nous vous serions reconnaissants de bien vouloir nous notifier une décision d'ajournement de nos travaux/prestations.

Par ailleurs, afin de pallier ces difficultés et de répondre à vos besoins dans les meilleures conditions possibles compte tenu du contexte actuel, notre société a mis en œuvre un plan de continuité de ses activités dont le contenu vous sera communiqué dans les prochaines heures, et qui permettra de répondre aux demandes d'interventions d'astreinte et en urgence.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sincères salutations.

Les membres du cabinet suivant leurs domaines de compétences, restent à votre écoute.

<u>Avocats / Juristes</u>	<u>Domaine principal</u>	<u>Activité majeure</u>	
Marthe BLIN	Contrats/PI	Conseil / Contentieux	
Pierre-Yves CADIOU	Public	Conseil / Contentieux	
Marion CHAUBARD	Corporate/Fiscal	Conseil / Contentieux	
Caroline FACELINA-TABARD	Public	Conseil / Contentieux	
Amarande GUYOT	Social	Conseil / Contentieux	
Camille HEZARD-THERON	Corporate/Fiscal	Conseil / Contentieux	
Xavier LARROUY-CASTERA	Public	Conseil / Contentieux	
Elvine LOISEAUX	Social	Conseil	
Sabrina PAILLIER	Social	Conseil / Contentieux	
Céline SAYAG-FARRE	Corporate/Commercial	Conseil / Contentieux	
Laurent SOUCAZE-SUBERBIELE	Corporate/Contrats/PI	Conseil	(auteur du mémo)
Cécile SOULIGNAC-BRESSON	Civil	Contentieux	
Matthieu WIDEMANN	Corporate/Fiscal	Conseil / Contentieux	